

Un numéro contre les radicalismes

BRUXELLES Annoncé il y a un an, le dispositif global de la Fédération Wallonie-Bruxelles pour la prise en charge des extrémismes et des radicalismes violents est désormais opérationnel, a annoncé hier le gouvernement.

Animé par une équipe pluridisciplinaire d'une quinzaine de personnes au total, celui-ci a pour mission d'écouter, de conseiller et d'accompagner les structures (administrations, enseignants, éducateurs...) mais aussi les personnes (parents, proches) qui sont confrontées à tout phénomène de radicalisation. « La répression seule ne va pas répondre aux défis du radicalisme. Le gouvernement prend donc ses responsabilités en matière de prévention », ont fait valoir hier le ministre-président Rudy Demotte et le ministre en charge des Maisons de Justice, Rachid Madrane. « Mais il fallait pour cela outiller les acteurs de terrain ».

DES APPELS GRATUITS

Cette nouvelle structure fonctionnera comme un centre d'appel-joignable au numéro gratuit 0800.111.72- où l'on pourra, du lundi au samedi et de 8h à 20h, être écouté et se faire conseiller par différents spécialistes (psychologue, islamologue, criminologue, assistant social, juriste...). Ceux-ci pourront au besoin recevoir ces personnes pour des entretiens en face-à-face ou renvoyer les appelants vers les différents services spécialisés pour appréhender ces questions. Les informations obtenues lors de ces échanges seront traitées



AFP / L. Bonaventure

en toute confidentialité. Elles ne seront transmises aux autorités judiciaires qu'en cas de « menace vitale » ou de « danger imminent » pour la sécurité publique ou en cas de commission d'actes criminels.

FORMATIONS ET ÉTUDES PRÉVUES

La nouvelle structure mènera aussi des actions de sensibilisation. Elle assurera des formations à l'attention des professionnels et servira aussi de centre d'étude et de recherche où les réponses apportées au phénomène de radicalisation dans les autres pays seront analysées.

« Il faut être humble par rapport à ce phénomène de radicalisation. Il n'y a pas de solution clé sur porte. Tous les pays tâtonnent et nos réponses seront

évolutives », souligne Rachid Madrane.

DU « SUR-MESURE »

Tout cas signalé à la nouvelle structure fera l'objet d'une action individualisée en vue d'élaborer avec l'intéressé et son entourage un processus de désengagement de la voie radicale.

« La tâche sera complexe mais nous restons déterminés. Mais si nous avons une obligation de moyens, il nous est toutefois impossible de garantir les résultats », avertit le ministre, qui plaide dès lors pour une pleine coopération entre les différents niveaux de pouvoir pour apporter une « réponse cohérente » à la montée du radicalisme.

Pour des raisons de sécurité, la localisation de centre d'appel sera gardée secrète, de même que l'identité de ses collaborateurs. ■